Fiche synthèse

Vers un réseau franco-québécois des budgets participatifs

Un premier portrait des pratiques au Québec et en France

Pourquoi un réseau?

Le budget participatif (BP) est né dans la Ville de Porto Alegre (Brésil) en 1989. Processus démocratique par lequel la population décide de la façon de dépenser une part d'un budget public, ce mouvement suscite un grand engouement et gagne en popularité partout dans le monde.

Même si des initiatives sont bien en place au Québec et en France, des ponts restent à construire entre les municipalités pour **renforcer la capacité** des acteurs à réaliser des démarches de BP et pour **accroître l'incidence de telles initiatives**.

Ainsi, le Centre d'écologie urbaine de Montréal et Décider ensemble œuvrent à **rassembler les acteurs** clés du Québec, de la France et des autres pays de la grande francophonie au sein d'un **réseau vivant, innovant et dynamique**, afin d'échanger sur les pratiques, les connaissances et les expériences de chacun.

Portrait des pratiques

Les premiers pas pour faire naître ce réseau sont d'identifier les tendances des BP mises de l'avant par les praticiennes et praticiens de la francophonie et de prendre connaissance de leurs besoins et enjeux. À cette fin, une enquête a été menée du 16 septembre au 27 novembre 2021. Les répondantes et répondants ont été interrogés sur trois thématiques au cœur des pratiques actuelles : la transition écologique, l'inclusion et le numérique.

La présente fiche brosse un portrait des expériences des BP de 46 collectivités[1] et répond à certains besoins énoncés par les répondants et répondantes, soit :

- de connaître des chiffres clés sur les mouvements des BP du Québec et de la France ;
- d'être informés des bonnes pratiques concernant la mobilisation des segments de population moins enclins à prendre part à semblable processus ;
- d'en savoir plus sur les enjeux de transition écologique ;
- de découvrir de bonnes pratiques numériques.

Un rapport faisant état des résultats détaillés du sondage et d'autres pratiques inspirantes est accessible ici.

1 En tout, 91 réponses ont été reçues (émanant de collectivités, d'organismes, de personnes citoyennes, etc.) en provenance de diverses régions du monde (France, Québec, Argentine, Belgique, Côte d'Ivoire et Cameroun).

Profil des collectivités et des démarches de BP

46 collectivités

ont participé à l'enquête,
dont 1 de la Belgique,
1 de la Côte d'Ivoire,
22 de la France et 22 du Québec.

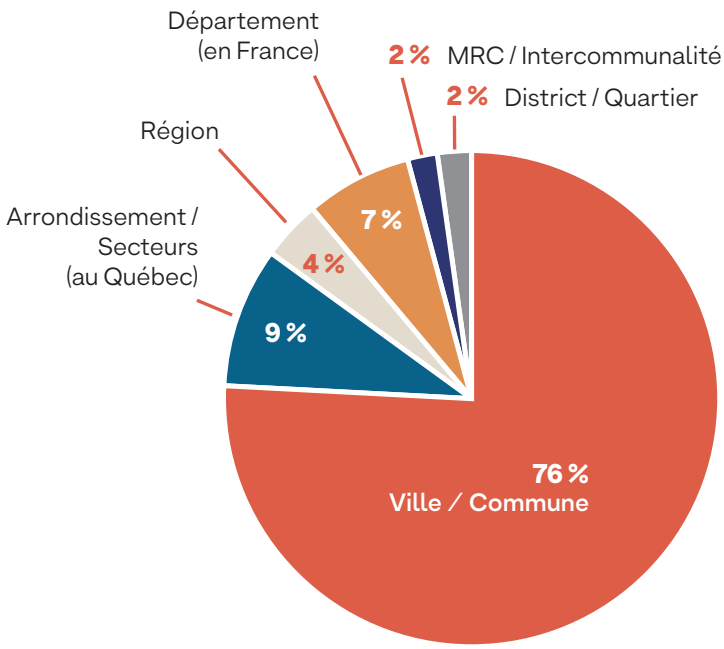
Ces 46 collectivités ont réalisé

97 budgets participatifs.

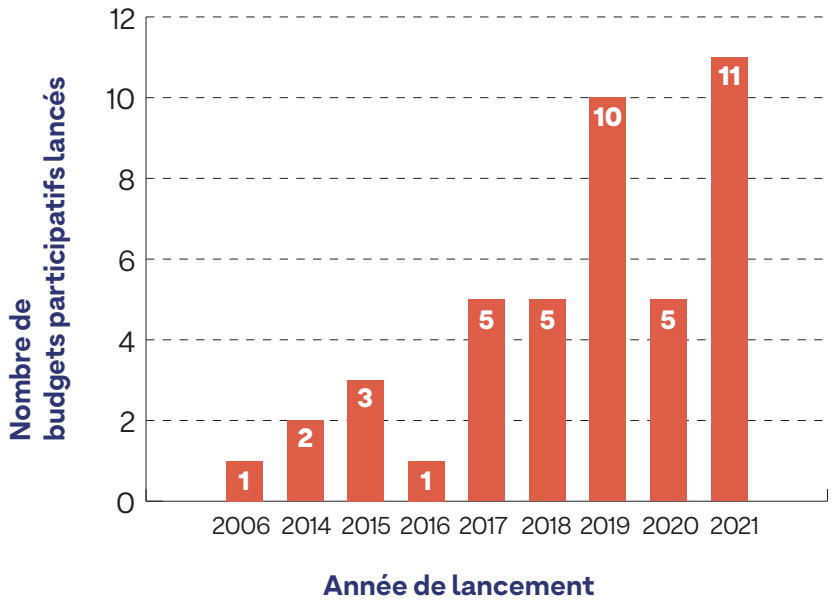
Ce chiffre tient compte
du nombre d'éditions de BP
effectué par chaque collectivité :

1 édition = 46 % des collectivités
2 éditions = 20 %
3 éditions = 13 %
15 % des collectivités
ont mené entre 4 et 7 éditions de BP
(**7 éditions** = Grenoble, Paris, Bruxelles).

Profil des collectivités



Nombre de budgets participatifs lancés par année

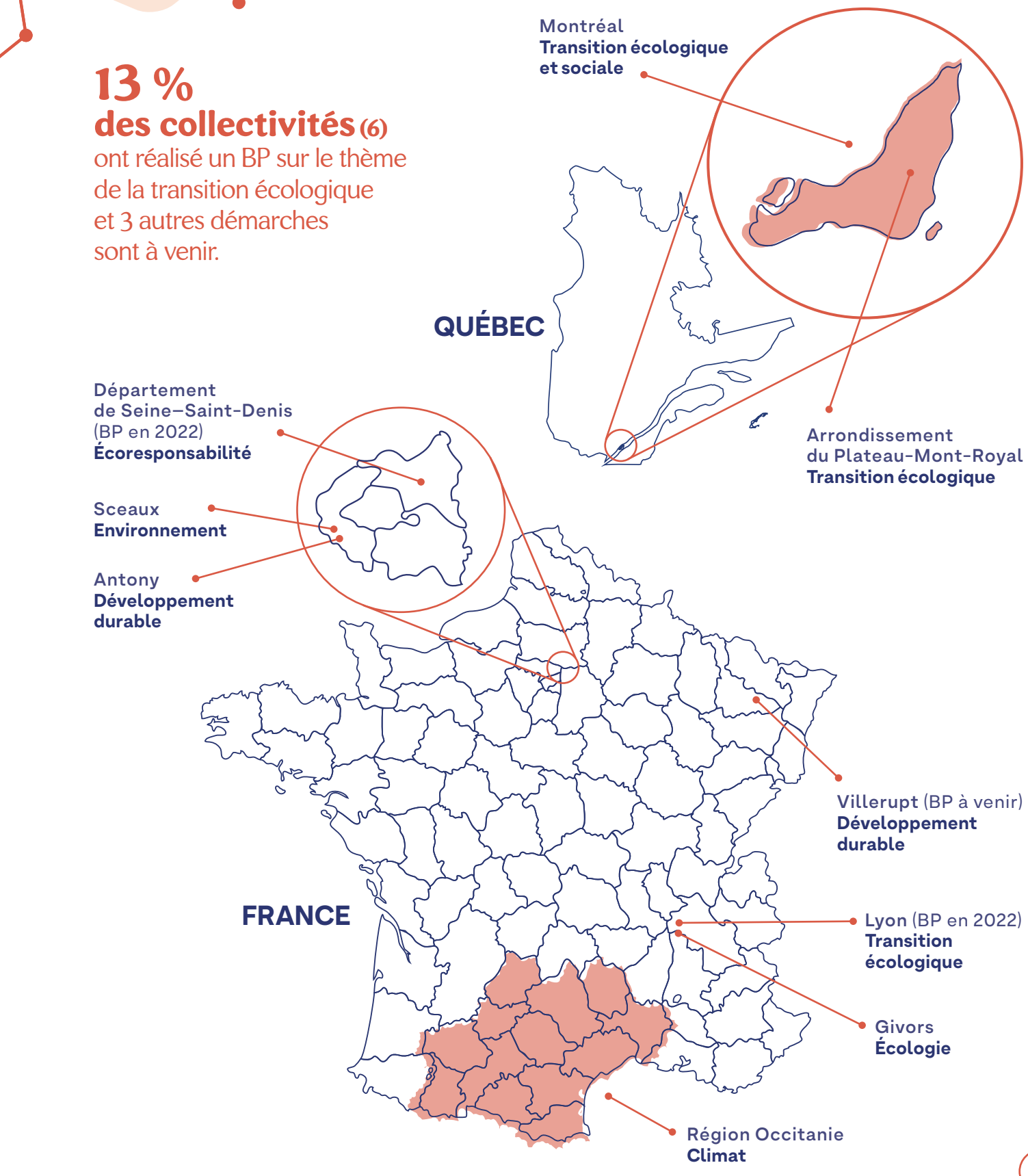


Parmi les expériences répertoriées, mentionnons que le premier BP a été réalisé au Québec en 2006 par l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal (Ville de Montréal). Les BP de Paris et de Bruxelles ont suivi en 2014[2]. 2019 et 2021 sont des années charnières avec le lancement de respectivement 10 et 11 BP.

2 Quelques BP ont eu lieu à partir des années 1990 en France, mais ce sont les élections municipales de 2014 qui marquent la resurgence du mouvement de BP français.

Le BP au service de la transition écologique

13 %
des collectivités (6)
ont réalisé un BP sur le thème de la transition écologique et 3 autres démarches sont à venir.



LES OBJECTIFS ET DÉFIS COMMUNS POUR FAVORISER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Faire émerger de nouvelles idées et projets en faveur de la transition écologique (75 %) et sensibiliser la population (75 %) sont les deux objectifs les plus importants dans la mise en place d'un BP sur le thème de la transition écologique. Le défi commun de plus de la moitié de ces collectivités : un budget attribué insuffisant qui ne constitue pas un véritable levier sur la transition écologique (55 %).

DEUX PRATIQUES INSPIRANTES EN TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Pour son édition 2021, la **Ville d'Antony** (France) a organisé un budget participatif sur la thématique du **développement durable**. Cette démarche a été coconstruite avec la population invitée à choisir un axe prioritaire pour chacune des 10 thématiques proposées : la végétalisation de l'espace public, la lutte contre le gaspillage, l'économie circulaire, l'emploi, l'insertion, l'artisanat et le commerce, l'eau, les mobilités durables, la biodiversité, les énergies, la santé et la durabilité de l'espace public. Afin de stimuler la créativité de la population, d'expliquer les contraintes techniques et de débusquer les fausses bonnes idées écologiques, des tables rondes et des ateliers thématiques ont été organisés pour faire « émerger des projets divers, qualitatifs et ambitieux ». Tous les projets soumis ont été étudiés par les services municipaux en concertation avec la population sous l'angle de la faisabilité et des contraintes potentielles. Parmi les projets choisis, on retrouve par exemple un frigo solidaire et un poulailler collectif.

Budget
600 000 €
(9,7 €/habitant.e)

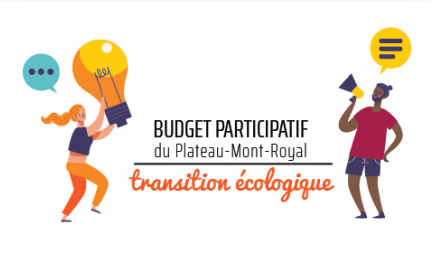
Population[3]
62 000

Année de réalisation
2021

Nombre d'idées ou de projets proposés
149

Votes
1126
(1,8 % de la population)

Projets choisis
20



En 2021, la thématique du BP de l'**Arrondissement du Plateau-Mont-Royal** (Ville de Montréal) portait sur la **transition écologique** et se déclinait en différents axes (inclure, innover et adapter, verdir, nourrir, se déplacer, repenser). La somme disponible, provenant de surplus budgétaires, a permis à la population de proposer des projets assortis d'un budget de fonctionnement. Ainsi, des projets nécessitant un volet de mobilisation, d'éducation ou un partage de ressources ont pu être proposés au vote (p. ex. : partage de vélos-cargos entre voisins, système de contenants consignés pour le milieu de la restauration, groupe d'achats en gros, bibliothèques de partage d'outils et mise en circulation de vélos-bus). Cette façon de faire a permis de sortir du cadre habituel des BP au Québec, ces derniers étant majoritairement financés par des fonds d'investissement (projets d'aménagement principalement).

Budget
250 000 $
(2,6 $/habitant.e)

Population
(10 ans et plus)
95 000

Année de réalisation
2020

Nombre d'idées ou de projets proposés
94

Votes
2218
(2,3 % de la population ciblée)

Projets choisis
2

Pour prendre connaissance d'autres pratiques inspirantes, consultez le rapport complet.

3 Dans ces encadrés, les données « population » font référence à la population totale de la collectivité concernée (sauf mention contraire), pour donner un point de comparaison quant au taux de participation. Cependant, le nombre d'habitant.es éligible au vote peut varier : moins important (p. ex. : minimum d'âge) ou plus important (p. ex. : population qui travaille sur le territoire).

Les bonnes pratiques pour un BP plus inclusif

61 % des collectivités (28)
documentent le type
de participant.es à leur démarche.

Les données identifiant la situation de handicap et le droit de vote aux élections sont principalement documentées par les municipalités québécoises. Par ailleurs, trois autres catégories de données ont été mentionnées : la participation ou l'implication citoyenne, le lieu de vote et les langues parlées à la maison.

78 % des collectivités (36) ont déployé des mesures pour stimuler la participation de certains segments de leur population, dont :

- la collaboration avec des associations (81 %) ;
- la collaboration avec des institutions publiques (61 %) ;
- la mobilisation de groupes spécifiques (47 %) ;
- la mise sur pied de comités de pilotage représentatifs de groupes ciblés (42 %) ;
- l'animation d'ateliers auprès de groupes ciblés (39 %).

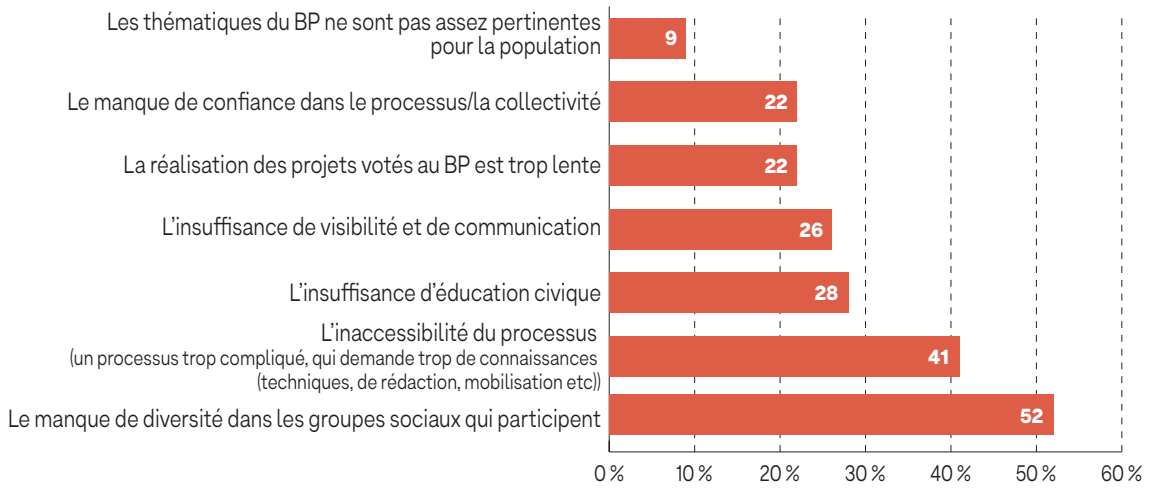
LES OBJECTIFS ET DÉFIS COMMUNS D'INCLUSION

Le plus grand défi qu'ont en commun les collectivités au chapitre de l'inclusion est la diversification de la participation. En effet, on constate que ce sont souvent les mêmes groupes sociaux qui adhèrent aux démarches.

Données sociodémographiques des participant.es au BP documentées

Âge	100 %
Lieu de résidence	75 %
Sexe / Genre	75 %
Droit de vote aux élections	21 %
Situation de handicap	21 %
Classe sociale	14 %
Identité ethnoculturelle (catégorie utilisée sur certains territoires seulement)	14 %
Statut de migration (catégorie utilisée sur certains territoires seulement)	11 %
Pays de naissance (catégorie utilisée sur certains territoires seulement)	7 %

Les défis des BP en termes d'inclusion



LES PRATIQUES INSPIRANTES POUR UN BP PLUS INCLUSIF

Pour la 2e édition de son BP, le **Département des Landes** (France) a travaillé avec les jeunes pour les inciter à participer au BP et à exprimer pleinement leurs préoccupations. Cette mobilisation a pris la forme d'interventions dans les établissements scolaires et dans de nombreuses structures agissant dans le champ de l'enfance et de la jeunesse. Une stratégie de communication a aussi été déployée auprès des jeunes grâce à la création d'un visuel approprié (univers de BD), de capsules vidéo et des communications sur les réseaux sociaux.

Le **département des Landes** a également intégré au sein de la Commission citoyenne, initialement composée de 20 adultes, 6 jeunes de 14 à 20 ans. Ce dernier groupe a été formé « afin de connaître le dispositif, son règlement, les projets déposés ». Ces jeunes ont agi comme ambassadeurs en faisant connaître cette démarche à leur entourage et en incitant leurs camarades à y participer, tout en aidant les porteurs et porteuses de projets à préciser leurs idées. 10 % de l'enveloppe budgétaire est réservée aux projets des jeunes, ainsi qu'à un projet par canton visant la jeunesse.

Budget
1,5 million €
(3,7 € /habitant.e)

Population
401000

Année de réalisation
2021

Nombre d'idées ou de projets proposés
550

Votes
42000 environ
(10,5 % de la population)

Projets choisis
54, dont 17 projets visant la jeunesse

Afin d'inclure plus de jeunes dans les processus démocratiques, la **MRC de Rocher-Percé** (Québec) a réalisé un BP exclusif aux **jeunes de 15 à 35 ans**. Ce groupe cible a été mobilisé tout au long du processus : il a été sollicité sur les lieux d'enseignement et de loisirs, il a été invité à jouer un rôle de porte-parole dans la promotion du BP et il a participé aux inscriptions sur la plateforme citoyenne.

Des jeunes ont même pu animer des séances !

Budget
50 000 $ (18 $/jeune de 15 à 35 ans)

Population (jeunes de 15 à 35 ans)
2755

Année de réalisation
2019-2020

Nombre d'idées ou de projets reçus
32

Votes
194
(7 % de la population ciblée)

Projets choisis
4

Pour prendre connaissance d'autres pratiques inspirantes, consultez le rapport complet.

La place des outils numériques dans le BP

98 % des collectivités (45)

utilisent des outils numériques pour appuyer une ou plusieurs étapes de leur BP.

61 % d'entre elles mènent certaines de leurs étapes exclusivement en ligne, notamment le dépôt d'idées (71 %) et le vote (50 %).

Les objectifs communs de l'utilisation du numérique sont :

- Augmenter la participation citoyenne (84 %) ;
- Renforcer la communication (67 %) ;
- Favoriser la transparence (67 %) ;
- Augmenter les lieux de participation (53 %).

Les défis sont :

- La fracture numérique (83 %) ;
- Le manque de communication pour faire connaître la plateforme participative (35 %) ;
- Des budgets insuffisants pour permettre le recours aux outils numériques (15 %) ;
- Le manque de compétences en interne (9 %).

LES PRATIQUES INSPIRANTES TIRANT PROFIT DU NUMÉRIQUE

Les Rendez-vous numériques du BP de Grenoble (France) ont été mis en place durant la crise sanitaire et les périodes de confinement afin de maintenir le dialogue démocratique avec la population. Ces rendez-vous ont pris la forme de visioconférences réunissant les personnes porteuses de projets, les citoyens bénévoles et du personnel de la Ville de Grenoble. Ils ont été diffusés en simultané sur YouTube afin d'inclure le plus grand nombre de Grenoblois et Grenobloises dans la démarche et ainsi répondre à leurs questions et attentes. La Ville a également sollicité l'aide d'animateurs et animatrices pour faciliter les échanges.

Budget
800 000 €
(5 €/habitant.e)

Population
160 000

Année de réalisation
2020

Nombre d'idées ou de projets reçus
97

Votes
4800
(3 % de la population)

Projets choisis
12

Au printemps 2020, la **Ville de Matane** (Québec) a mis en ligne une « clinique de développement de projets » devant remplacer celle habituellement réalisée sous forme de rencontre avec échanges et plénière. L'objectif de la clinique de développement de projets est de permettre dans un premier temps à toute personne citoyenne de déposer une idée puis, dans un second temps, d'enrichir ces idées grâce aux commentaires de la communauté. Une telle façon de faire permet de cibler les projets qui retiennent le plus l'attention et surtout de favoriser la cocréation en réunissant les participantes et participants autour d'idées semblables. Chaque fiche d'idée peut également être commentée par l'équipe de la Ville, qui peut répondre aux questions de la population au besoin.

Budget
200 000 $
(14 $/habitant.e)

Population
14 311

Année de réalisation
2021

Nombre d'idées ou de projets reçus
10

Votes
1165
(8,1 % de la population)

Projet choisi
1

Pour prendre connaissance d'autres pratiques inspirantes, consultez le rapport complet.

Pour de plus amples renseignements

- Site web du Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM)
- Site web de Décider ensemble
- Webinaire Budgets participatifs : un levier pour la transition écologique ?
  Pour voir ou revoir la première rencontre du Réseau franco-québécois des budgets participatifs
- Site web budgetparticipatifquebec.ca
  Pour de l'information et des ressources sur les budgets participatifs au Québec et dans le monde
- Site web lesbudgetsparticipatifs.fr
  Pour de la documentation et une analyse des budgets participatifs en France
- Site web de People Powered
  Pôle international sur la démocratie participative et le budget participatif

978-2-924108-49-9

Une initiative de :

Centre d'écologie urbaine de Montréal

décider ensemble

Ce projet est soutenu par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères de la République française, dans le cadre de la Commission permanente de coopération franco-québécoise.

COOPÉRATION FRANCE-QUÉBEC

CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE À QUÉBEC
Liberté
Égalité
Fraternité

Québec